

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Séance du conseil communautaire du 25 novembre 2021



MAYENNE
communauté

PARTIE I – CONTEXTES NATIONAL ET LOCAL (page 6)

I – Contexte national (page 6)

II – Contexte local (page 9)

PARTIE II – PRINCIPALES MESURES DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2022 (page 12)

PARTIE III – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE MAYENNE COMMUNAUTE (page 13)

I LES ORIENTATIONS 2022-2026 POUR LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT (page 13)

A – La fiscalité (page 13)

1. Evolution des bases d'imposition de 2022 à 2026
2. Maintien des 4 taux
3. Estimation du produit fiscal de 2022 à 2026

B – Dotations et participations (page 23)

1. Dotation d'intercommunalité
2. Dotation de compensation
3. DC RTP
4. Allocations compensatrices versées par l'Etat
5. Subventions de fonctionnement

C – Les Produits d'exploitation et remboursements (page 29)

1. Remboursements par la Ville de Mayenne pour le personnel
2. Remboursements par les budgets annexes des charges de personnel
3. Remboursements par les Communes membres de Mayenne Communauté
4. Produits d'exploitation

D – Produits domaniaux et remboursements (page 31)

1. Remboursements par des Communes
2. Loyers
3. Excédents de fonctionnement des budgets annexes de zones d'activités

E – Synthèse des recettes réelles de fonctionnement (page 33)

II LES ORIENTATIONS 2022-2026 POUR LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (page 34)

A – Charges à caractère général (page 34)

B – Charges de personnel (page 35)

1. Structure des effectifs
2. Dépenses de personnel
3. Durée de temps de travail
4. Enjeux à venir concernant la politique RH

C – Atténuations de produits (page 41)

1. Attribution de compensation
2. Dotation de Solidarité Communautaire
3. Contribution au FPIC
4. Reversements de fiscalité

D – Charges de gestion courante (page 45)

1. Subventions aux associations et fonds de soutien
2. Contingent SDIS
3. Apurement des déficits de fonctionnement des budgets annexes de zones d'activités
4. Autres charges de gestion courante

E - Charges exceptionnelles (page 46)

F – Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement (page 47)

PARTIE IV– LES ENSEIGNEMENTS DE LA PROSPECTIVE 2022- 2026 DE MAYENNE COMMUNAUTE (page 48)

A – Evolution des épargnes (page 48)

B – Endettement de Mayenne Communauté (page 52)

C – Profil d’extinction de la dette (page 53)

D – Capacité à investir et orientations 2022-2026 de l’investissement (page 54)

E – Synthèse du ROB (page 56)

PARTIE V – LES BUDGETS ANNEXES DE MAYENNE COMMUNAUTE (page 57)

A – Le budget annexe des déchets ménagers (page 57)

B – Le budget annexe prestations de services (page 59)

C – Le budget annexe LEADER (page 60)

D - Le budget annexe SPANC (page 60)

E - Les budgets annexes de zones d'activités (page 61)

Qu'est-ce qu'un Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) ?

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que dans les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics, **un débat a lieu au Conseil communautaire sur les orientations générales du budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci** et dans les conditions fixées par le règlement intérieur comme prévu à l'article L 2121-8 du CGCT.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a créé, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales.

Ces nouvelles dispositions imposent de présenter à l'organe délibérant un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette.

Pour les établissements publics de + de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, ce rapport doit également présenter la structure des effectifs et des éléments sur la rémunération.

La loi de programmation des finances publiques du 23 janvier 2018 contient également de nouvelles règles relatives au débat d'orientation budgétaire.

Chaque collectivité présente ses objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et l'évolution du besoin de financement annuel.

Nouveauté

Pour la première fois, le prochain budget primitif sera voté l'année antérieure, ainsi le budget 2022 sera voté le 16 décembre 2021.

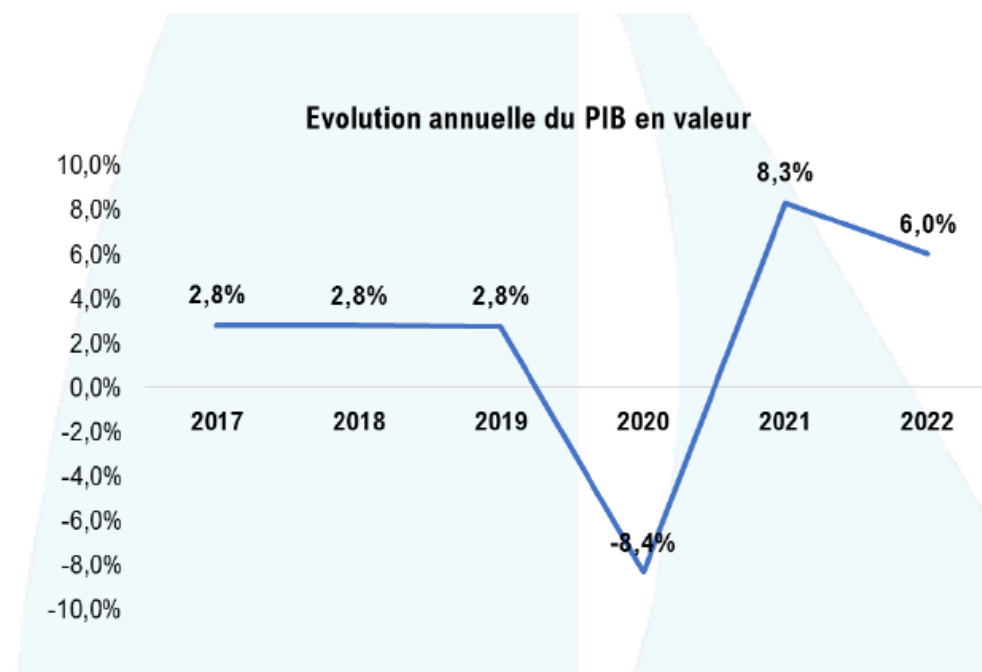
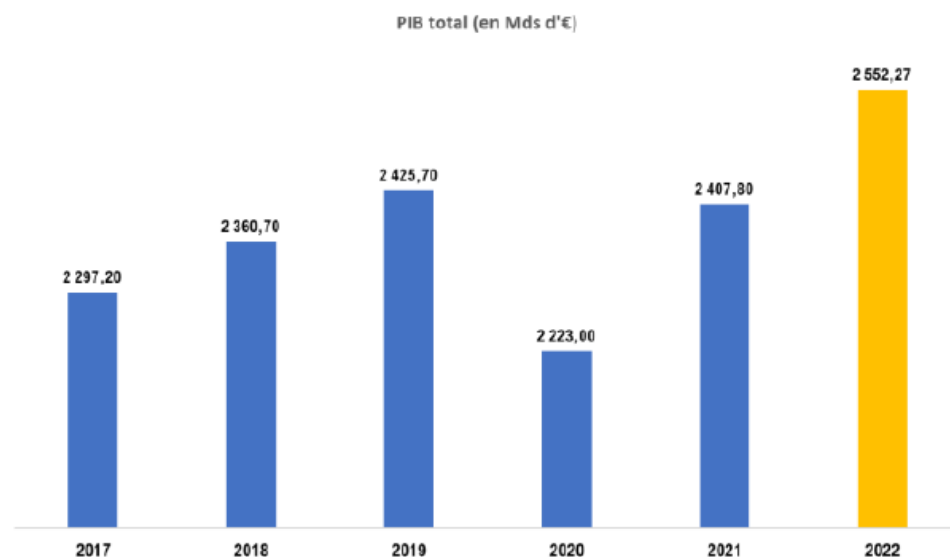
Par conséquent, le ROB et le budget primitif 2022 seront élaborés sans la reprise des résultats de 2021 des sections de fonctionnement et d'investissement. Ceux-ci seront connus au plus tôt début février 2022 et seront repris par décision modificative. Il faudra donc attendre ce moment-là pour évaluer la capacité réelle à investir de Mayenne Communauté pour le reste du mandat.

Le vote du budget en N-1 a pour objectif de planifier sur une année civile la réalisation des projets.

PARTIE I – CONTEXTES NATIONAL ET LOCAL

I Contexte national

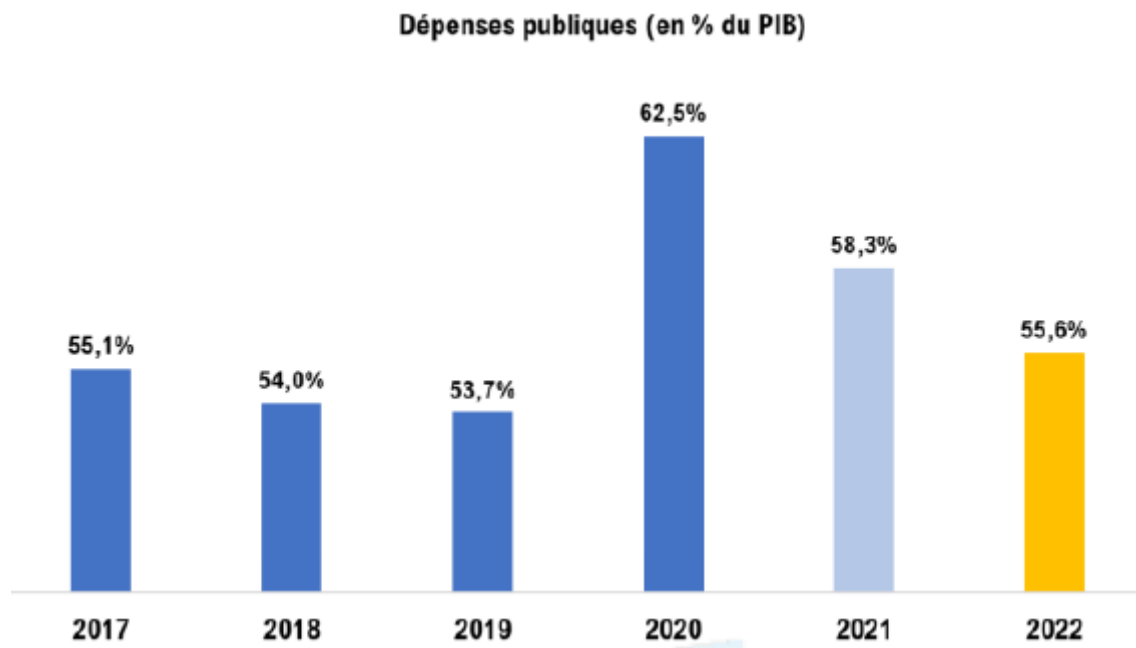
Evolution du Produit Intérieur Brut (PIB)



Source : cabinet Cap Hornier

Avec la reprise économique, prévision d'un PIB à 2 552 milliards d'euros en 2022 (+ 6%)

Evolution des dépenses publiques :



Source : cabinet Cap Hornier

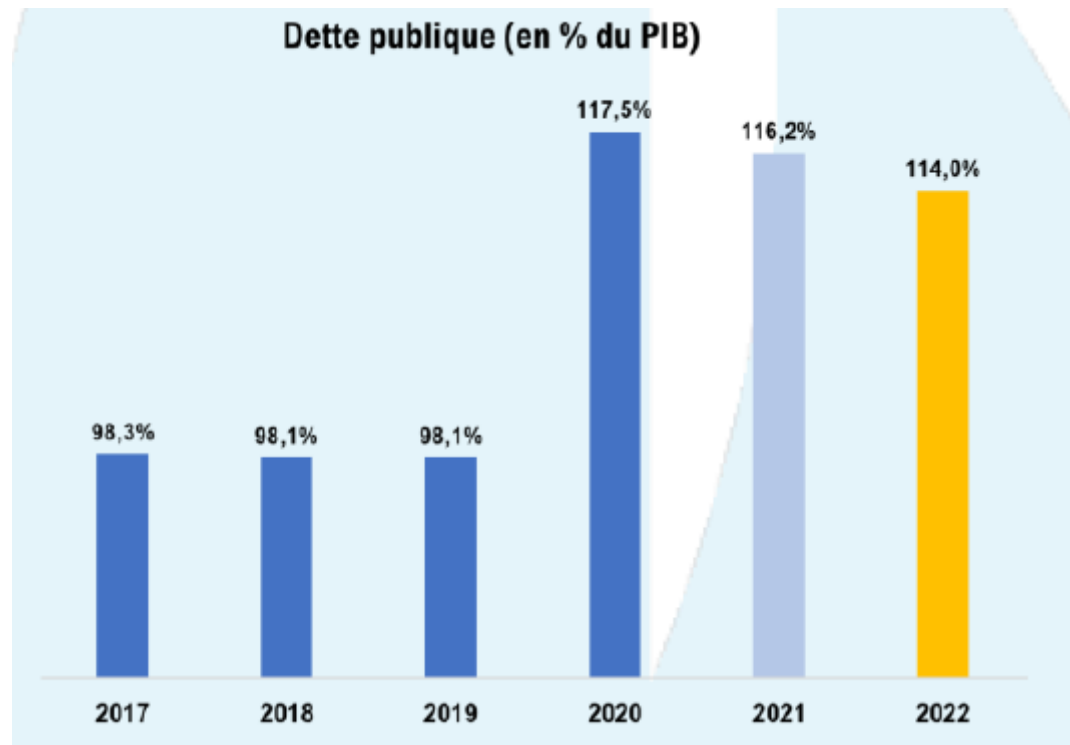
Années 2020 et 2021 marquées par un niveau élevé de dépenses publiques de l'Etat pour soutenir l'économie. En 2022, prévision à un niveau plus modéré

Evolution du déficit public :

Dans le projet de loi de finances 2022,

- prévision pour 2021 : - 8,4% du PIB
- prévision pour 2022 : - 4,8% du PIB, amélioration grâce à la reprise économique

Evolution de la dette publique



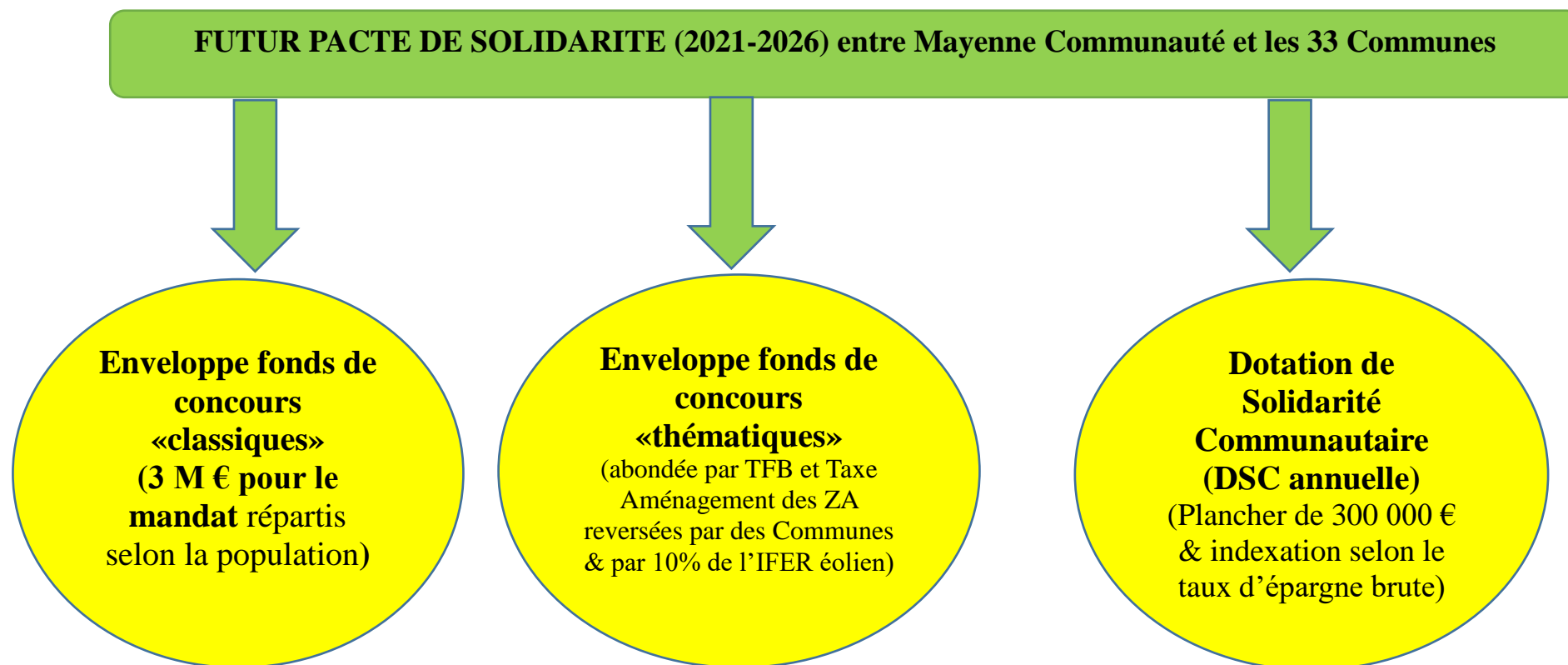
Source : cabinet Cap Hornier

Après une progression de près de 20 points de la dette en 2020 et un niveau quasi similaire en 2021 à cause du financement des déficits, le projet de loi de finances prévoit pour 2022 une baisse limitée à 2 points

II Contexte local : une solidarité affirmée à l'égard des Communes

Le nouveau pacte financier, fiscal et solidaire pour ce mandat est en cours d'élaboration.

A ce stade, le groupe solidarité propose les grands axes suivants :



Le présent ROB intègre les effets de ce nouveau pacte 2021/2026. Celui-ci ne sera véritablement opérationnel qu'après son adoption par délibérations du conseil communautaire et de l'ensemble des conseils municipaux.

Un observatoire Financier et Fiscal est inclus dans ledit pacte. Les données détaillées proviennent des publications de la DGCL et sont consultables et intégrées dans le document spécifique du pacte financier, fiscal et solidaire 2021/2026.

Au niveau des communes membres de Mayenne Communauté, l'analyse des variations entre 2019 et 2020 fait apparaître :

- Une évolution de la **CAF nette par habitant** intéressante (de 81 à 118 €/hab), nettement supérieure à celle constatée au niveau régional ou national.
- Un **endettement moyen par habitant** qui représente 696 € en 2020 alors qu'il était de 719 € en 2019.
Sur ce point, cette évolution est comparable aux tendances régionales et nationales.
L'effet début de mandat conjugué aux effets crise sanitaire et investissements de relance seront de nature à inverser cette tendance.

Le nombre de communes dont le **délai de désendettement** (dette/Epargne brute annuelle) est supérieur à 5 ans est passé de 11 à 9 communes.

- Le **fonds de roulement par habitant** a progressé de 75 € (de 412 à 487 €), soit aussi plus favorablement que les ratios régionaux et nationaux connus.
- Le **niveau des dépenses d'investissement (hors remboursement du capital des emprunts)** a enregistré une progression significative, il est passé de 220 à 244 € par habitant.
Au total, c'est une dépense globale pour les 33 communes qui représente 8 408 K€ en 2019 et 9 262 K€ en 2020.
Cette évolution est contraire aux tendances observées mais un rapprochement est à noter sur le volume global consacré à l'investissement sur le territoire intercommunal alors qu'il était nettement inférieur en 2019.

Au niveau de de Mayenne Communauté, l'analyse comparative des chiffres clés et des variations entre 2019 et 2020 avec les autres intercommunalités mayennaises fait apparaître :

- La **CAF nette par habitant** en 2020 représente 68 € pour une moyenne de 83 € observée sur les 8 communautés de communes en Mayenne.
- **La dette par habitant** (282 €) est la plus faible sachant que la moyenne est de 605 € en 2020 en considérant l'Agglo de Laval (598 € sur les seuls CC autrement).

Mayenne Communauté, avec le Pays de Château Gontier et la CC des Coévrans connaît un **délai de désendettement** inférieur à 3.5 années.

La moyenne est de 4.81 avec une amplitude de 2.22 à 9.84 ans.

- Mayenne Communauté se caractérise par un **niveau d'investissement** en deçà des moyennes constatées (77 €/hab en 2020 hors remboursement du capital des emprunts) pour une moyenne de 193 € sur cette même année sur les CC et la CA de la Mayenne. Ce chiffre évoluera conformément à l'avancement des réalisations des projets inscrits dans le PPI.

PARTIE II – PRINCIPALES MESURES DU PROJET LOI DE FINANCES POUR 2022

- **Réforme des indicateurs financiers**

- Suite aux dernières réformes fiscales, modification des principaux indicateurs financiers (*potentiel fiscal, potentiel fiscal agrégé, potentiel financier, potentiel financier agrégé, effort fiscal*)
- Indicateurs notamment utilisés pour répartir la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et le Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes (FPIC)
- Prévision d'intégrer dans les potentiel fiscal et financier également les droits de mutation à titre onéreux pour les Communes, la taxe locale sur la publicité extérieure, une fraction du produit net de TVA pour les EPCI
- Réforme de l'effort fiscal avec la prise en compte du foncier bâti qui serait majoré ou minoré du coefficient correcteur
- Evolution progressive de ces indicateurs jusqu'en 2027

- **Stabilisation de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) (enveloppe de 28,6 milliards €)**

PARTIE III – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE MAYENNE COMMUNAUTE

I Orientations 2022-2026 pour les recettes de fonctionnement

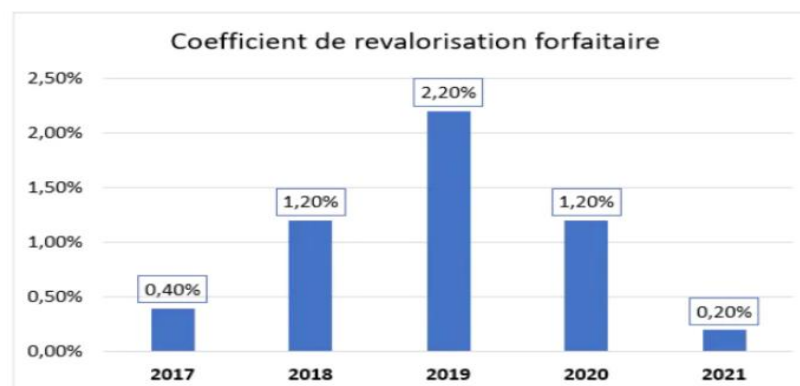
A) Fiscalité (chapitre 73)

A1) Evolution des bases d'imposition de 2022 à 2026

Depuis la loi de finances pour 2018, le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives des locaux d'habitation relève d'un calcul de coefficient basé sur l'indice des prix à la consommation harmonisé entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2.

En raison de la crise sanitaire, cet indice s'est élevé à seulement 0.2% en novembre 2020 et les bases d'imposition ont donc évolué de 0.2% en 2021.

Pour 2022, le coefficient de revalorisation forfaitaire n'est pas encore connu.



La prospective prévoit **l'évolution suivante des bases d'imposition de 2022 à 2026** intégrant d'une part, la revalorisation forfaitaire pour les locaux d'habitation et d'autre part, une évolution physique due aux nouvelles constructions, additions de construction ou encore démolitions.

EVOLUTION PREVISIONNELLE ANNUELLE DES BASES D'IMPOSITION	
	2022 à 2026
Taxe Habitation (Résidences secondaires)	1,00%
Taxe foncière bâti	2,00%
Taxe foncière non bâti	0,50%
Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)	3,00%

Concernant **la taxe foncière sur le bâti**, il existe 3 catégories de locaux :

- les locaux d'habitation représentant environ 65% du total des bases de foncier bâti de Mayenne Communauté, bénéficieront chaque année de la revalorisation forfaitaire et de l'évolution physique
- les locaux à usage professionnel et commercial dont les bases d'imposition de foncier bâti sont, depuis 2019, revalorisées selon une mise à jour annuelle des tarifs en fonction de la catégorie et du secteur auxquels appartiennent ces locaux. Cette revalorisation fait suite à la réforme des valeurs locatives des locaux professionnels. Cette catégorie de locaux représente environ 15% des bases totales de taxe foncière de Mayenne Communauté.
- Les locaux dénommés « établissements industriels » représentant environ 20% des bases de foncier bâti de Mayenne Communauté, ne sont pas concernés par la réforme des locaux professionnels. La valeur locative de ces établissements est déterminée selon la méthode comptable appliquée aux immobilisations figurant à l'actif du bilan.
 Depuis 2021, ces établissements industriels bénéficient d'une réduction de 50% de leur valeur locative.
 Les valeurs locatives de ces établissements industriels vont évoluer désormais de la même manière que les locaux professionnels afin d'en ralentir l'évolution.

La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) est assise sur la valeur locative des biens immobiliers passibles d'une taxe foncière. Sont donc concernés les locaux à usage professionnel et commercial ainsi que les établissements industriels qui disposent, quant à eux, d'une réduction de base d'imposition de 30%.

En outre, ces établissements industriels bénéficient depuis 2021 d'une réduction de 50% de leur valeur locative.

A2) Maintien des 4 taux de TH, TFB, TFNB et CFE de 2022 à 2026

- Taxe Habitation *(seulement pour les résidences secondaires depuis 2021)*: **12.11%**
- Taxe Foncière bâti : **0.63%** *(s'appliquant, depuis 2021, sur seulement 50% des bases des établissements industriels qui représentent 20% du total des bases de TFB)*
- Taxe Foncière non bâti : **4.30%**
- Cotisation Foncière des Entreprises : **25.25%** *(s'appliquant, depuis 2021, sur seulement 50% des bases des établissements industriels qui représentent 66% du total des bases de CFE)*

Taux 2020 (dernière année disponible)												
	Fougères Agglomération	Vitré Communauté	CC de Sablé-sur-Sarthe	CC du Pays de Meslay-Grez	CC du Mont des Avaloirs	CC du Bocage Mayennais	CC de l'Ernée	CC des Coëvrons	CC du Pays de Craon	CC du Pays de Château-Gontier	Laval Agglo	Mayenne Communauté
TH	12,12%	10,72%	14,19%	11,42%	11,14%	11,12%	11,83%	14,45%	14,85%	13,61%	11,50%	12,11%
TFB	1,57%	1,90%	5,84%	0,70%	0,63%	1,48%	1,08%	15,47%	5,96%	4,35%	0,36%	0,63%
TFNB	5,81%	2,21%	11,66%	1,85%	2,25%	1,99%	3,65%	23,85%	8,53%	9,72%	3,97%	4,30%
CFE	24,81%	24,40%	25,95%	25,95%	25,01%	26,43%	25,69%	23,79%	25,22%	24,05%	26,03%	25,25%

Source : collectivites-locales.gouv.fr

A3) Estimation produit fiscal de 2022 à 2026

	Produits 2017 définitifs	Produits 2018 définitifs	Produits 2019 définitifs	Produits 2020 définitifs	Produits BP 2021 (hors DM)	Produits 2021 attendus	Produits 2022 estimés	Produits 2023 estimés	Produits 2024 estimés	Produits 2025 estimés	Produits 2026 estimés
TH (sur résidences secondaires à partir de 2021)	4 545 743	4 619 123	4 744 152	4 855 444	305 193	305 804	308 862	311 951	315 070	318 221	321 403
TVA (à partir de 2021, remplace TH sur résidences principales)					4 917 000	4 922 662	5 168 795	5 071 449	5 147 521	5 224 734	5 303 105
TFB	220 294	224 896	231 980	238 118	217 265	216 878	221 216	225 640	230 153	234 756	239 451
TFNB	166 000	167 879	171 366	173 418	174 200	173 505	174 373	175 244	176 121	177 001	177 886
Sous total	4 932 037	5 011 899	5 147 498	5 266 980	5 613 658	5 618 849	5 873 245	5 784 284	5 868 865	5 954 712	6 041 845
Taxe additionnelle TFNB	25 753	26 943	26 860	27 549	27 549	26 531	26 531	26 531	26 531	26 531	26 531
TOTAL	4 957 790	5 038 842	5 174 358	5 294 529	5 641 207	5 645 380	5 899 776	5 810 815	5 895 396	5 981 243	6 068 376
Evolution globale	7,16%	1,63%	2,69%	2,32%		6,63%	4,51%	-1,51%	1,46%	1,46%	1,46%

Concernant **la TVA**, il était prévu que cette fraction calculée une fois pour toute sur le montant de TVA de 2020, évolue chaque année comme la progression de la TVA au niveau national.

Mais la crise sanitaire et économique de 2020 ayant entraîné une chute de la TVA en 2020, la part revenant aux collectivités aurait été plus élevée que prévu et la loi de finances de 2021 a donc supprimé cet effet d'aubaine inattendu. Elle a d'une part, changé l'année de référence pour le calcul du ratio de 2020 à 2021 et, d'autre part, modifié son indexation, en la fixant sur l'année en cours.

Ainsi, les intercommunalités vont bénéficier en 2022 de la **dynamique de la TVA de 2022, estimée dans le projet de loi de finances à + 5,4 %**. Par conséquent la prospective prévoit une hausse de la TVA de 5% en 2022 puis 3% en 2023 par rapport à 2021 puis 1.5% par an.

ESTIMATION PRODUIT COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES											
CFE	Produits 2017 définitifs	Produits 2018 définitifs	Produits 2019 définitifs	Produits 2020 définitifs	Produits BP 2021 (hors DM)	Produits 2021 attendus	Produits 2022 estimés	Produits 2023 estimés	Produits 2024 estimés	Produits 2025 estimés	Produits 2026 estimés
	3 857 682	4 017 206	4 183 163	4 386 851	2 943 287	3 178 218	3 223 565	3 320 271	3 419 880	3 522 476	3 628 150
Evolution	3,23%	4,14%	4,13%	4,87%		-27,55%	1,43%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%

Depuis 2021, les établissements industriels bénéficient d'une réduction de 50% de leur valeur locative donc Mayenne Communauté a vu son produit de CFE diminué de 50% sur ces établissements. A noter que ceux-ci représentent un poids très significatif dans le total des bases de CFE (66%).

En raison de la crise sanitaire, **une perte de 50 000 € de produit de CFE est envisagée en 2022** à cause de la perte de chiffres d'affaires en 2020 de certains assujettis à la cotisation minimum de CFE

En effet, il est probable que des assujettis changent de tranche de chiffres d'affaires au titre de 2020 et soient donc moins imposés en N+2 soit en 2022, entraînant une diminution du produit de CFE pour Mayenne Communauté.

A noter qu'en 2020, 63% des assujettis à la CFE étaient assujettis à la cotisation minimum de CFE.

Tranches de chiffres d'affaires en HT	Bases minimum fixées au plafond applicables en 2022 (valeur 2017)	Intégration progressive des montants de base minimum
Inférieur à 10 000	510	Pas nécessaire (bases déjà au plafond en 2016 pour ex CCPM & CCHL)
Entre 10 001 & 32 600	1 019	Convergence de 6 ans
Entre 32 601 & 100 000	2 140	Convergence de 6 ans
Entre 100 001 & 250 000	3 567	Convergence de 6 ans
Entre 250 001 & 500 000	5 095	Convergence de 6 ans
Supérieur à 500 001	6 625	Convergence de 6 ans

ESTIMATION COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES											
CVAE	Produit 2017 définitif	Produit 2018 définitif	Produit 2019 définitif	Produit 2020 définitif	Produit BP 2021 (hors DM)	Produit 2021 attendu	Produit 2022 estimé	Produit 2023 estimé	Produit 2024 estimé	Produit 2025 estimé	Produit 2026 estimé
	1 953 784	2 277 975	2 299 684	2 471 293	2 100 599	2 401 852	2 161 667	2 470 000	2 519 400	2 569 788	2 621 184
Evolution	6,19%	16,59%	0,95%	7,46%		-2,81%	-10,00%	14,26%	2,00%	2,00%	2,00%

Qui est redevable de la CVAE ? : une entreprise qui réalise plus de 500 000 € HT de chiffre d'affaires et qui exerce une activité imposable à la cotisation foncière des entreprises (CFE).

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sera l'impôt le plus impacté par la crise sanitaire et économique avec notamment le premier confinement de 2020 qui a engendré une baisse d'activité de certains secteurs d'activité.
 Les répercussions financières de la crise sur la valeur ajoutée 2020 se mesureront sur les produits de CVAE reversés aux collectivités en 2021 et 2022.

Mayenne Communauté a subi en 2021 une baisse du produit de CVAE limitée à 2.81% par rapport à 2020.

En 2022, les experts prévoient une perte nettement plus importante qu'en 2021.

Pour Mayenne Communauté, une baisse de 10% est envisagée en 2022 par rapport à 2021.

En 2023, la prospective prévoit de retrouver un niveau de CVAE antérieur à la crise sanitaire puis une évolution de 2% par an.

ESTIMATION TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES											
TASCOM	Produit 2017 définitif	Produit 2018 définitif	Produit 2019 définitif	Produit 2020 définitif	Produit BP 2021 (hors DM)	Produit 2021 attendu	Produit 2022 estimé	Produit 2023 estimé	Produit 2024 estimé	Produit 2025 estimé	Produit 2026 estimé
	782 407	585 572	585 808	602 583	586 000	604 311	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000
Evolution	39,75%	-25,16%	0,04%	2,86%		0,29%	-0,71%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

Qui est redevable de la TASCOM ? : un commerce qui exploite une surface de vente au détail de plus de 400 m² et qui réalise un chiffre d'affaires à partir de 460 000 € HT.

En 2017, on a assisté à un pic de recettes s'expliquant par une mesure de la loi de finances pour 2017.

En effet, depuis 2017, les exploitants de surfaces commerciales supérieures à 2 500 m² doivent s'acquitter d'un acompte de 50% au titre de l'année suivante.

Pour Mayenne Communauté, les 4 entreprises concernées ont donc réglé en 2017 l'intégralité de la TASCOM 2017 et aussi un acompte de 50% au titre de la TASCOM 2018.

En 2018, le produit TASCOM a retrouvé un niveau proche de celui de 2016 vu que les 4 entreprises ont réglé en 2018 le solde au titre de 2018 et un acompte de 50% pour 2019.

Pour 2021, il s'agit du montant prévisionnel communiqué en mars car le montant réel n'est pas encore connu.

Il est probable que la crise sanitaire engendre une diminution du produit avec 3 contribuables qui pourraient sortir du champ d'assujettissement de la TASCOM en raison de la baisse de leur chiffre d'affaires en 2020 consécutive à une fermeture administrative pendant les confinements.

A ce stade, une certaine stabilité est envisagée à hauteur de 600 000 € chaque année.

ESTIMATION INDEMNITE FORFAITAIRE SUR LES ENTREPRISES DE RESEAU												
IFER		Produit 2017 définitif	Produit 2018 définitif	Produit 2019 définitif	Produit 2020 définitif	Produit BP 2021 (hos DM)	Produit 2021 attendu	Produit 2022 estimé	Produit 2023 estimé	Produit 2024 estimé	Produit 2025 estimé	Produit 2026 estimé
	Eoliennes	126 392	206 025	275 288	278 190	280 972	279 860	282 659	285 485	288 340	291 223	294 136
	Transformateurs électriques	106 937	108 007	124 036	125 275	126 528	126 027	127 287	128 560	129 846	131 144	132 456
	Stations radioélectriques	45 273	49 147	51 297	58 655	59 242	59 009	59 599	60 195	60 797	61 405	62 019
	Production électricité hydraulique	4 719	4 766	4 827	4 876	4 925	4 907	4 956	5 006	5 056	5 106	5 157
	Canalisations de gaz	3 719	3 754	3 804	3 836	3 874	3 859	3 898	3 937	3 976	4 016	4 056
	Electricité photovoltaïque	496	897	1 393	1 409	1 423	1 418	1 432	1 447	1 461	1 476	1 490
	TOTAL	287 536	372 596	460 645	472 241	476 964	475 081	479 831	484 629	489 475	494 370	499 314
	Evolution	-1,26%	29,58%	23,63%	2,52%		0,60%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%

En 2018, Mayenne Communauté a bénéficié d'un produit global d'IFER majoré de 85 060 € par rapport à 2017 s'expliquant en grande partie par la première imposition des 5 éoliennes de Saint Julien du Terroux et les 3 éoliennes du Mont du Saule à Hardanges.

En 2019, outre la revalorisation de 1.30% de tous les types d'IFER, Mayenne Communauté a bénéficié, d'une IFER nouvelle au titre des 5 éoliennes du parc de l'Oasis à Hardanges. Pour la même année, on constate également une évolution intéressante pour les IFER des transformateurs électriques.

Pour les **exercices 2022 à 2026**, une évolution de **1%** est envisagée au titre de la revalorisation annuelle fixée en loi de finances.

Autres recettes fiscales :

- FNGIR (Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources)

Ce fonds fait partie du panier fiscal suite à la suppression de la Taxe Professionnelle en 2010, il est en principe figé à **1 517 254 €** donc prévu à ce niveau de 2022 à 2026.

- Taxe de séjour

Elle a été instituée à compter du 1^{er} janvier 2017

ESTIMATION TAXE DE SEJOUR									
Produit 2017	Produit 2018	Produit 2019	Produit 2020	Produit 2021 estimé	Produit 2022 estimé	Produit 2023 estimé	Produit 2024 estimé	Produit 2025 estimé	Produit 2026 estimé
25 897	32 437	36 141	21 965	25 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000

Avec la crise sanitaire, notre territoire a subi **en 2020 et 2021** une baisse des nuitées et donc une diminution du produit de taxe de séjour. **A partir de 2022**, un produit supérieur à 2019 est prévu dans la prospective en raison notamment de la rénovation du camping de Mayenne.

- Versement mobilités

Mayenne Communauté a récupéré la compétence mobilités depuis le 1^{er} juillet 2021 et a donc institué le versement mobilités à compter de cette même date pour financer une partie du service.

Il est dû par les entreprises du territoire de Mayenne Communauté qui emploie plus de 11 salariés et il est calculé sur la masse salariale à laquelle s'applique le taux de 0,20% voté par le conseil communautaire.

Estimation 2^e semestre 2021 : 217 000 €

Prévision de 2022 à 2026 : 420 000 €/an

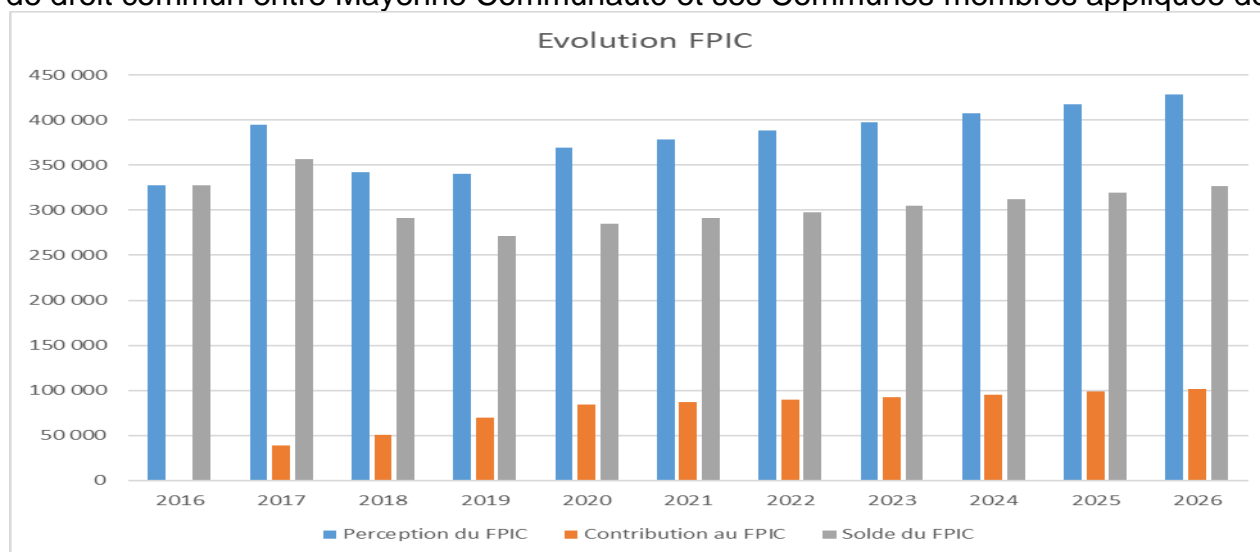
- FPIC (Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal)

La loi de finances pour 2018 avait stabilisé définitivement l'enveloppe totale du FPIC à 1 milliard € à compter de 2018.

La loi de finances pour 2019 a relevé le plafond du prélèvement du FPIC de 13.5% à 14% des ressources fiscales agrégées de l'ensemble intercommunal.

	Répartition de droit commun (part MC)										
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Perception du FPIC	327 271	395 233	342 367	340 208	369 444	378 582	388 047	397 748	407 691	417 884	428 331
Contribution au FPIC	0	38 429	50 622	69 275	84 697	87 392	90 014	92 714	95 496	98 360	101 311
Solde du FPIC	327 271	356 804	291 745	270 933	284 747	291 190	298 033	305 034	312 196	319 523	327 020
Evolution du solde		9,02%	-18,23%	-7,13%	5,10%	2,26%	2,35%	2,35%	2,35%	2,35%	2,35%

Concernant le montant du FPIC à percevoir, au regard de l'évolution en 2021, prévision à la hausse de **2,5 %** par an de 2022 à 2026 elon la répartition de droit commun entre Mayenne Communauté et ses Communes membres appliquée depuis 2016.



B) Dotations et participations (chapitre 74)

B 1) Dotation d'intercommunalité (une des 2 composantes de la Dotation Globale de Fonctionnement)

L'article 250 de la loi de finances pour 2019 a réformé la dotation d'intercommunalité dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Désormais, il existe une seule enveloppe pour tous les EPCI et en conséquence une seule valeur de point
- Afin que l'évolution de la dotation d'intercommunalité ne soit pas trop importante par rapport à 2018, une garantie de montant a été fixée dans un tunnel entre 95% et 110%
- Le coefficient d'intégration fiscale (CIF) est désormais pondéré par un nouveau critère lié au revenu par habitant de l'EPCI en plus du critère potentiel fiscal

EVOLUTION DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE									
	1ère contribution au redressement des finances publiques						Fin de la poursuite de la 1ère contribution au redressement des finances publiques débutée en 2014		
						LF 2017 : contribution prévue divisée par 2 en 2017		LF 2019 : Réforme de la dotation d'intercommunalité	
	CCPM	CCHL	CCPM	CCHL	MC	MC	MC	MC	MC
	2014		2015		2016	2017	2018	2019	2020
Montant brut avant ponction de l'État	682 812	272 085	651 932	271 703	976 288	1 032 833	975 429	1 106 427	1 126 490
Contribution au redressement des finances publiques (<i>le montant chaque année correspond au cumul depuis 2014 : 1ère année de cette contribution</i>)	-116 202	-13 280	-399 842	-48 052	-733 621	-889 342	-889 342	-889 342	-889 342
Dotation d'intercommunalité perçue	566 610	258 805	252 090	223 651	242 667	143 491	86 087	217 085	237 148
	825 415		475 741		242 667	143 491	86 087	217 085	237 148

Pour Mayenne Communauté, sur la période écoulée entre 2014 et 2021, le montant total de la contribution au redressement des finances publiques s'est élevé à 5 757 607 €.

En conséquence, au lieu de percevoir pour ces 8 exercices un montant brut de 8 246 403 €, nos Communautés ont seulement perçu 2 488 796 €.

A noter que cette ponction de l'Etat au titre de la première contribution au redressement des finances publiques se poursuit chaque année à hauteur de 889 242 €.

		ESTIMATION				
	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Montant brut avant ponction de l'État	1 150 404	1 176 520	1 205 248	1 236 849	1 271 609	1 309 846
Contribution au redressement des finances publiques <i>(le montant chaque année correspond au cumul depuis 2014 : 1ère année de cette contribution)</i>	-889 242	-889 242	-889 242	-889 242	-889 242	-889 242
Dotation d'intercommunalité estimée	261 162	287 278	316 006	347 607	382 367	420 604

La prospective prévoit une évolution de **10% par an** pour atteindre progressivement le montant de la dotation d'intercommunalité spontanée suite à la création de 2016.

B 2) Dotation de compensation (une des 2 composantes de la Dotation Globale de Fonctionnement)

Cette dotation correspond à l'ancienne part salaires de la Taxe Professionnelle qui aurait dû rester figée.

Cependant, l'Etat baisse le montant depuis quelques années alors que Mayenne Communauté verse aux Communes via l'attribution de compensation le montant fixé l'année avant le passage en fiscalité professionnelle unique (2001 pour la CCPM et 2011 pour la CCHL).

EVOLUTION DE LA DOTATION DE COMPENSATION											
							Estimations				
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dotation de compensation (<i>ex part salaires de la Taxe Professionnelle</i>)	2 411 443	2 344 435	2 295 479	2 242 772	2 201 767	2 158 405	2 115 237	2 072 932	2 031 474	1 990 844	1 951 027
Perte annuelle		-67 008	-48 956	-52 707	-41 005	-43 362	-43 168	-42 305	-41 459	-40 629	-39 817
Evolution		-2,78%	-2,09%	-2,30%	-1,83%	-1,97%	-2,00%	-2,00%	-2,00%	-2,00%	-2,00%

Sur la période écoulée entre 2016 et 2021, le montant total de la minoration de la dotation de compensation s'élève à 253 038 €.

Cette minoration va se poursuivre chaque année d'où une prévision dans la prospective d'une **baisse de 2% par an de 2022 à 2026**.

B 3) DC RTP

La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DC RTP) fait partie du panier fiscal suite à la suppression de la Taxe Professionnelle en 2010 et à ce titre devait rester figée.

Cependant, la loi de finances pour 2018 avait déjà prévu que cette dotation devienne une variable d'ajustement pour le bloc communal en 2018. Ensuite, le Gouvernement avait décidé de ne pas appliquer cette disposition.

La loi de finances pour 2019 a de nouveau prévu que la DC RTP soit une variable d'ajustement en 2019 en appliquant une minoration de 20 M € au bloc communal.

L'écèlement de la DC RTP est réparti entre les collectivités du bloc communal en fonction de leurs recettes réelles de fonctionnement comme c'était le cas de la contribution au redressement des finances publiques qui minorait la dotation d'intercommunalité jusqu'en 2017.

Dans la prospective, **un écèlement de 1% chaque année est prévu à partir de 2022.**

EVOLUTION DE LA DC RTP											
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
DC RTP	847 205	847 205	847 205	838 798	834 116	834 116	825 775	817 517	809 342	801 249	793 236
Perte annuelle		0	0	-8 407	-4 682	0	-8 341	-8 258	-8 175	-8 093	-8 012
Evolution		0,00%	0,00%	-0,99%	-0,56%	0,00%	-1,00%	-1,00%	-1,00%	-1,00%	-1,00%

B 4) Allocations compensatrices versées par l'Etat

En 2021, ce poste de recettes a considérablement évolué en raison des 2 réformes fiscales mises en œuvre cette année-là.

Evolution des allocations compensatrices										
		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taxe Habitation		316 214	337 044	363 626						
Taxes Foncières	Réduction de 50% de la valeur locative des établissements industriels				24 261	24 334	24 407	24 480	24 553	24 627
	Autres	40	42	69	25	25	25	25	25	25
Cotisation Foncière des Entreprises	Réduction de 50% de la valeur locative des établissements industriels				1 426 075	1 430 353	1 434 644	1 438 948	1 443 265	1 447 595
	Autres	1 149	37 650	45 157	56 116	56 116	56 116	56 116	56 116	56 116
TOTAL		317 403	374 736	408 852	1 506 477	1 510 828	1 515 192	1 519 569	1 523 960	1 528 363

Avec la **suppression de la taxe d'habitation** dans le budget de MC à partir de 2021, le montant des allocations compensatrices de TH perçu en 2020 a été intégré dans la compensation versée sous forme de TVA (*cf A3 : produit fiscal*)

De nouvelles **allocations compensatrices de taxes foncières** sont perçues depuis 2021 en raison de la réduction de 50% de la valeur locative des établissements industriels qui représentent 20% des bases totales de taxe sur le foncier bâti de MC.

Pour le calcul de la compensation 2021, a été appliqué, à la perte de bases, le taux de TFB de 2020 (0.63%) qui restera figé.

De nouvelles **allocations compensatrices de cotisation foncière des entreprises (CFE)** sont également perçues depuis 2021 compte tenu de la réduction de 50% de la valeur locative des établissements industriels qui représentent 66% des bases totales de CFE de MC.

Pour le calcul de la compensation 2021, a été appliqué, à la perte de bases, le taux de CFE de 2020 (25,25%) qui restera figé.

Par ailleurs, la loi de finances pour 2018 a aussi institué une exonération de base minimum de CFE (Cotisation Foncière des Entreprises) pour les redevables réalisant annuellement un montant de chiffre d'affaires ou de recettes inférieur ou égal à 5 000 €.

La **compensation au titre de cette exonération de base minimum de CFE** est calculée en prenant en compte la perte de bases de l'année antérieure à laquelle est appliqué le taux de CFE de 2018.

Cette compensation s'est appliquée pour la première fois en 2019.

Pour 2022 et les années suivantes, cette compensation ainsi que d'autres types de compensations mineures sont globalement estimés à 56 000 €.

B 5) Subventions de fonctionnement

Ce poste de recettes intègre des subventions régulièrement perçues chaque année mais aussi des subventions spécifiques allouées pour des projets ponctuels.

Réalisé 2019 : 567 998 €

Réalisé 2020 : 606 160 € (hors subvention du Département liée au fonds de soutien pour les aides Covid)

Estimation 2021 : 750 000 € (hors subvention du Département liée au fonds de soutien pour les aides Covid)

Prévision 2022 à 2026 : 650 000 €

C) Produits d'exploitation et remboursements (chapitre 70)

C1) Remboursement par la Ville de Mayenne pour le personnel (compte 70845)

Ce compte enregistre, depuis 2018 avec la gestion unifiée du personnel, le remboursement par la Ville des charges de personnel supportées par MC pour des agents qui réalisent des missions pour la Ville soit intégralement, soit partiellement pour les agents mutualisés sur les 2 collectivités.

Réalisé 2018 : 8 312 437 €

Réalisé 2019 : 7 975 323 €

Réalisé 2020 : 8 095 954 €

Estimation 2021 : 8 350 000 €

Prévision 2022 : 8 517 000 € actualisée de 2% par an de 2023 à 2026.

A noter qu'en 2019 et 2020, plusieurs postes n'ont pas été pourvus pendant plusieurs mois suite à des mutations ou départs en retraite. De ce fait, les charges de personnel et donc les remboursements de la Ville à MC ont été inférieurs aux prévisions de 2019 et 2020.

C2) Remboursement par les budgets annexes des charges de personnel (compte 70841)

Les budgets annexes déchets ménagers, prestations de service, SPANC et Leader remboursent au budget général les charges de personnel que celui-ci a supportées dans un premier temps.

Réalisé 2019 : 1 340 193 €

Réalisé 2020 : 1 394 907 €

Estimation 2021 : 1 450 000 €

Prévision 2022 : 1 479 000 € actualisée de 2% par an de 2023 à 2026.

C3) Remboursement par les Communes membres de MC (compte 70875)

Ce compte retrace les participations des Communes pour les services communs ADS (autorisation du droit des sols) et animation jeunesse.

Il comprend également le remboursement par la Ville des frais de formation dans le cadre de la gestion unifiée du personnel.

Réalisé 2019 : 386 451 €

Réalisé 2020 : 383 548 €

Estimation 2021 : 360 000 €

Prévision 2022 : 365 000 € actualisée de 1.5% par an de 2023 à 2026.

A ce stade, l'extension de la compétence jeunesse à MC et donc l'arrêt du service commun animation jeunesse au 31/12/2021 n'est pas pris en compte à partir de 2022.

C4) Produits d'exploitation

Ce compte a enregistré pour la première fois en 2019 les produits liés au centre aquatique sur une année entière.

Réalisé 2019 : 849 729 €

Réalisé 2020 : 634 102 € en déclin à cause de la crise sanitaire qui nous a contraint à fermer plusieurs services (centre aquatique, conservatoire, musée du château...)

Estimation 2021 : 770 000 €, année également marquée par la crise sanitaire

Prévision 2022 à 2026 : 860 000 € par an correspondant à une situation d'avant crise sanitaire.

D) Produits domaniaux et remboursements (chapitre 75)

D1) Remboursement par des Communes (compte 7588)

Depuis 2018, ce compte enregistre le remboursement par les Communes de l'ex CCPM du contingent SDIS.

Ce compte retrace aussi la part des chèques-déjeuner prise en charge par tous les agents relevant de la gestion unifiée du personnel.

Réalisé 2019 : 887 084 €

Réalisé 2020 : 892 098 €

Estimation 2021 : 900 000 €

Prévision 2022 : 908 000 € actualisée de 1% par an.

D2) Loyers (compte 752)

Réalisé 2019 : 302 405 €

Réalisé 2020 : 229 396 €

Estimation 2021 : 294 000 €

Prévision 2022 à 2026 : 241 000 €, baisse s'expliquant par la décision de vendre le bâtiment de Martigné à l'occupant.

D3) Excédents de fonctionnement des budgets annexes de ZA (compte 7551)

Les budgets annexes de zones d'activités retracent leurs mouvements financiers l'année N.

En cas d'excédent de fonctionnement, celui-ci est reversé au budget général en N+1.

Il convient de relativiser ces excédents puisqu'en cas de déficit de budgets annexes, c'est le budget général qui l'apure en N+1.

L'évolution de ces comptes s'avère erratique puisqu'elle est liée aux écritures des différents budgets de zones d'activités comptabilisées l'année antérieure.

Réalisé 2016 : 37 286 €
Réalisé 2017 : 0 €
Réalisé 2018 : 133 245 €
Réalisé 2019 : 0 €
Réalisé 2020 : 101 684 €

Estimation 2021 correspondant aux excédents 2020 des budgets de ZA : 831 €

Pas de prévision pour les exercices suivants.

E) Synthèse des recettes réelles de fonctionnement

Chapitre	Intitulé	Réalisé		BP 2021 (hors DM)	Estimation du réalisé	Prévisions				
		2019	2020		2021	2022	2023	2024	2025	2026
70	Produits d'exploitation et remboursements	10 551 696	10 508 511	11 371 921	10 930 000	11 221 400	11 426 801	11 636 283	11 849 926	12 067 814
73	Fiscalité	14 914 033	15 178 511	13 865 232	14 442 731	14 730 110	15 060 687	15 309 066	15 562 985	15 822 579
74	Dotations et participations	4 241 389	4 474 003	5 574 750	5 586 000	5 389 118	5 371 647	5 357 992	5 348 420	5 343 230
73 & 74	<i>Sous total Fiscalité & dotations et participations</i>	19 155 422	19 652 514	19 439 982	20 028 731	20 119 228	20 432 334	20 667 058	20 911 405	21 165 809
75	Produits domaniaux et remboursements	1 189 489	1 223 178	1 197 735	1 193 831	1 149 569	1 158 649	1 167 820	1 177 082	1 186 437
77	Produits exceptionnels	89 435	44 257	982	160 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
"013	Atténuations de charges	278 364	280 595	214 100	260 000	220 000	220 000	220 000	220 000	220 000
	TOTAL Recettes réelles de fonctionnement	31 264 406	31 709 055	32 224 720	32 572 562	32 714 197	33 241 784	33 695 160	34 162 413	34 644 060
	Evolution annuelle		1,42%		2,72%	0,43%	1,61%	1,36%	1,39%	1,41%

II Les orientations 2022-2026 pour les dépenses de fonctionnement

A) Charges à caractère général (chapitre 011)

EVOLUTION DU CHAPITRE 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL														
CA 2019	% EVOL.	CA 2020	% EVOL.	Estimation 2021	% EVOL.	2022	% EVOL.	2023	% EVOL.	2024	% EVOL.	2025	% EVOL.	2026
3 431 052	-15,50%	2 899 114	19,52%	3 465 000	29,87%	4 500 000	2,00%	4 590 000	2,00%	4 681 800	2,00%	4 775 436	2,00%	4 870 945

En 2020, ce chapitre a connu une baisse de plus de 15% par rapport à 2019 à cause principalement de la crise sanitaire et particulièrement les 2 confinements qui ont empêché ou réduit l'activité de certains services.

En 2021, actuellement, ce chapitre est estimé à 3 465 000 € intégrant le coût du transport urbain estimé à 220 000 € de Mayenne du 2^e semestre 2021 suite au transfert de la compétence mobilités au 1^{er} juillet 2021.

A ce stade de la procédure budgétaire, au vu des demandes des services **pour l'exercice 2022**, une progression de l'ordre de **30%** est envisagée.

Cette prévision intègre notamment le coût du transport pour un semestre supplémentaire, les charges du PCAET (Plan Climat Air Energie Territorial), la hausse des fluides, les opérations petites villes de demain, attractivité, externalisation d'une partie de la communication, plan de formation des agents...

Cependant, les crédits pour la PTRE (Plateforme Territoriale de la Rénovation Energétique) ne sont pas prévus à ce stade du ROB.

Pour les années 2023 à 2026, une **évolution de 2 % de ce chapitre** est envisagée dans la prospective.

B) Charges de personnel (chapitre 012)

EVOLUTION DU CHAPITRE 012 CHARGES DE PERSONNEL														
CA 2019	% EVOL.	CA 2020	% EVOL.	Estimation 2021	% EVOL.	2022	% EVOL.	2023	% EVOL.	2024	% EVOL.	2025	% EVOL.	2026
14 602 451	1,68%	14 848 386	5,06%	15 600 000	3,00%	16 000 000	2,00%	16 320 000	2,00%	16 646 400	2,00%	16 979 328	2,00%	17 318 915

A noter qu'en **2019, 2020 et 2021**, les charges de personnel ne correspondent pas aux effectifs créés en raison de postes non pourvus pendant plusieurs mois suite à un important turn over (départs en retraite et mutations).

Pour la prospective, à ce stade de la procédure budgétaire, une prévision de l'ordre de **16 000 000 €** est envisagée. Pour le budget primitif 2022, l'estimation du service RH sera inscrite.

Pour les **années 2023 à 2026**, une évolution brute de **2 %** est prévue.

L'année 2022 correspond à la cinquième année de mise en œuvre de la gestion unifiée du personnel avec Mayenne Communauté comme employeur unique. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2018, Mayenne Communauté supporte, dans un premier temps, l'intégralité des charges de personnels. Chaque mois, selon la convention signée en décembre 2017, Mayenne communauté appelle le remboursement des charges salariales, en fonction du temps de travail des agents travaillant uniquement pour le compte de la ville et de celui consacré à la Ville par les agents mutualisés.

Le budget RH de la ville de Mayenne est donc impacté par la gestion unifiée. Les pourcentages pris en compte pour la répartition de la masse salariale entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté ont été mis à jour en 2020. Il est à noter qu'un travail s'est engagé autour des indicateurs de la gestion unifiée du personnel en 2021 et se poursuivra en 2022.

Pour 2022, le montant proposé résultera des arbitrages quant aux créations de postes validées suite au recensement des besoins dans l'ensemble des services de la collectivité.

B1/ Structure des effectifs de Mayenne Communauté

- **La répartition des effectifs :**

Au sein des effectifs de Mayenne communautés (441 agents dont 328 titulaires, 109 non-titulaires et 4 apprentis), les agents peuvent se répartir en 3 catégories :

Les agents affectés à 100% à la Ville de Mayenne
Les agents affectés à 100% à Mayenne communauté
Les agents dits mutualisés.

- **La structure des effectifs:**

La structure des effectifs est vieillissante et a un impact sur la gestion des ressources humaines. Les agents sont plus fragiles en termes de santé mais on peut aussi noter de nombreux départs à la retraite qui vont conduire, sur plusieurs années, à des renouvellements presque complets des agents au sein de certains services. Ainsi l'année 2022 sera marquée par 8 départs à la retraite. En 2023, plusieurs départs à la retraites sont prévus. Au-delà de ces départs à la retraite, il faut souligner un turn-over important au sein de la ville de Mayenne et Mayenne Communauté.

B2/ Les dépenses de personnels

- **Résultat 2021**

Les 2 derniers exercices se caractérisent par un écart de plus de 6% (près de 600 000 €) entre la prévision et la réalisation en grande partie en raison des postes non pourvus pendant plusieurs mois suite à des mutations ou départs en retraite. S'ajoute l'effet de la mobilité interne qui remet en question les dates d'effet de prise de poste et le montant des crédits initialement affectés.

Pour mémoire BP 2021 : 16 065 470 €

CA 2021 estimé : 15 453 000 €

Différence de : 612 470 €

En 2021, le calendrier des recrutements a été fortement impacté par les retards pris en 2020 en raison de la situation sanitaire et par les nombreux départs en mutation de la collectivité qui ont conduit à prioriser les recrutements en remplacement. De ce fait, des postes créés n'ont pas encore été pourvus et d'autres l'ont été tardivement et différemment des prévisions.

- **Evolution des dépenses en 2021 et budget prévisionnel 2022**

Pour la prospective, une prévision de l'ordre de 16 500 000 € qui reste à affiner, est envisagée à ce stade de la procédure budgétaire. Ce qui porterait le budget prévisionnel 2022 proche de celui de 2021 si l'on retire la participation supplémentaire des chèques-déjeuner et une politique publique volontariste en matière de formation et d'apprentissage.

La prospective du chapitre 012 réalisée en 2021 sur la période 2021-2026 sur laquelle s'appuie la présentation de ce Rapport d'Orientations Budgétaires, laissait apparaître une évolution de 2 % par an sur la période. Malgré l'ambition affichée en matière de recrutement il faut admettre dès le CA 2021, un décalage déficitaire en la matière. Ainsi et afin de se rapprocher davantage des charges réalisées en fin d'exercice et au vu des écarts constatés en 2020 et 2021 le montant prévisionnel retenu pour le chapitre 012 pour 2022 sera minoré, se basant sur l'expérience des exercices précédents.

Pour 2022, l'évolution est estimée à +3%. Pour les années 2023 à 2026, nous restons sur une hypothèse d'évolution brute des charges de personnel de **2%** par an. Ne sont pas pris en compte à ce stade les effets cumulés à venir de la participation de l'employeur à la mutuelle prévoyance et participation à la mutuelle santé.

Pour le budget primitif 2022, l'estimation du service RH sera inscrite après arbitrage des élus sur les créations de poste nécessaires et les capacités de recrutement de la collectivité.

La proposition budgétaire prendra en considération les éléments structurels suivants:

- Réorganisation des services ;
- Développement des compétences actuelles ou nouvelles ;

Ainsi les recrutements prévus font suite soit à des vacances sur des postes déjà créés, soit à des postes non pourvus en 2021 et reconduits en 2022 (pas toujours à l'identique), soit à des projets de réorganisation.

Il n'y a à ce stade pas de réelles augmentation de charges, ni de revalorisation salariale. Sur ce point il conviendra d'avoir un échange sur le niveau de rémunération des agents de la catégorie C dès 2022. Avant de parler de recrutement il est essentiel de conserver nos effectifs.

- Les autres informations impactantes sur le budget prévisionnel :

Plusieurs départs à la retraite sont attendus et seront remplacés, sans tuilage sur la base du 3ème échelon des grilles indiciaires, auxquels s'ajoutent les postes devenus vacants suite à départ en disponibilité ou mutation ou détachement ;

Le financement de stagiaires écoles sur 3 ou 6 mois maximum ;

La gestion des absences (remplacement congés payés ou congés maladie), les compléments de temps partiels et les besoins occasionnels (surcroît d'activité entraîne des renforts saisonniers pour les périodes de forte activité dans certains services).

- Les autres dépenses non inscrites au chapitre 012 faisant partie intégrante du budget :

Les frais de déplacement et de missions sont reconduits à l'identique malgré la reprise des formations post-crise sanitaire dans la mesure où ils avaient été maintenus pendant la crise ;

L'augmentation du budget de formation distinguant le budget affecté pour les formations obligatoires (45 000 euros) et un budget permettant la mise en place d'une véritable politique de formation à l'échelle de la collectivité (30 000 euros pour les formations collectives et individuelles hors CNFPT).

L'accompagnement des agents dans le maintien à l'emploi pour des raisons de santé ou encore de reconversion professionnelle (10 bilans de compétence prévus) ;

L'augmentation du nombre d'apprentissages au sein de la collectivité.

B3/ Durée du temps de travail

Le 1^{er} janvier 2022, Mayenne Communauté appliquera une durée légale de temps de travail de 1607 heures pour tous les agents de la collectivité. Une délibération a été adoptée en ce sens le 23 septembre 2021 par le Conseil communautaire. Le règlement général de temps de travail sera présenté dans le cadre d'une délibération au Conseil Communautaire du 02 décembre 2021.

B4/ Enjeux à venir concernant la politique RH de la collectivité

- **Chantiers importants à entamer ou poursuivre en 2022 :**

- Révision du temps de travail :

La réforme de la fonction publique dite la loi relative à la transformation de la fonction publique du 7 août 2019 impacte fortement nos collectivités dans leur organisation mais également financièrement compte tenu du dialogue social en cours. Ainsi le passage aux 1607 heures annuelles à compter du 1^{er} janvier 2022 va entraîner des avancées pour les agents, visant à assurer la transition dans de bonnes conditions de cette obligation légale.

- Dématérialisation des procédures RH

Un enjeu relatif à l'accompagnement numérique des agents va émerger en lien avec la dématérialisation des procédures RH.

- Définition des lignes directrices de gestion ressources humaines :

Mise en place du rapport social unique annuel dès 2021 qui aura un impact sur l'organisation du service RH et son Système d' Information Ressources Humaines (SIRH) ;

Réactualisation du règlement de télétravail en vue de conforter cette pratique au sien de la collectivité (y compris le télétravail ponctuel) ;

Réactualisation du règlement de formation ;

Mise en œuvre du plan égalité Femme Homme

Réactualisation du plan de Continuité de service

- Renégociation accord pluriannuel :

Suite au dialogue social mené au cours de l'année 2021, la décision d'augmenter le nombre de chèques déjeuner en lien avec le nombre effectifs de jours travaillés aura un impact budgétaire.

Dans le cadre de la renégociation de l'accord pluri-annuel, la question des avantages sociaux va être abordée en lien avec les obligations légales concernant la participation mutuelle santé et mutuelle prévoyance dite « maintien de salaire ». Ces négociations débuteront dès 2022.

Diagnostic et plan d'action sur les risques psycho sociaux

Mise en place d'un travail (diagnostic et plan action) sur les risques psycho sociaux : L'objectif est travailler sur ces enjeux en vue d'intégrer les RPS au document unique et de travailler sur l'accompagnement au changement.

- **Perspectives pluriannuelles**

- Contenir la masse salariale :

La politique menée notamment en matière de recrutement consiste à une analyse fine de chaque poste suite aux départs d'agents de la collectivité (maintien, transformation, fusion, suppression...).

- Gestion Prévisionnelle des Effectifs, des Emplois et des Compétences :

Les services, par le biais de leur responsable, doivent être des acteurs à part entière dans la gestion de leur propre effectif à court, moyen et long terme (anticipation des départs à la retraite, gestion des compétences des agents). Dans l'optique d'impliquer les responsables de service dans le pilotage des actions de formation, il est nécessaire d'analyser les besoins en professionnalisation des personnels.

Le maintien de la qualité de services doit se traduire sous diverses formes, développement de la polyvalence et de la solidarité entre les services pour assurer une présence accrue au contact du public ou lors de manifestations, mutualisation et organisation des ressources qui facilitent les synergies et évitent les redondances. La modernisation des postes de travail devra passer obligatoirement par une professionnalisation et une implication des agents de la collectivité.

C) Atténuation de produits (chapitre 014)

C1) Attribution de compensation (compte 739211)

Par délibération du conseil communautaire du 10 décembre 2020, le montant de l'attribution de compensation prévisionnelle de 2021 a été fixé à **7 169 364 €** soit au même niveau que l'attribution de 2020.

L'attribution de compensation définitive de 2021 restera à ce niveau même si Mayenne Communauté a récupéré la compétence mobilités au 1^{er} juillet 2021.

En effet, la loi prévoit un délai de 9 mois après le transfert de la compétence pour réunir la CLECT.

En raison de la difficulté d'estimer le montant du versement mobilités, il était plus judicieux de prévoir la CLECT début d'année 2022 et d'analyser les données du versement mobilités de 2021.

En 2022, la CLECT devra également évaluer l'extension de la compétence jeunesse au 1^{er} janvier 2022.

Pour 2022, la prospective anticipe seulement la minoration de l'attribution de compensation avec l'évaluation provisoire du transfert de la compétence mobilités à la fois pour l'exercice 2022 et la régularisation du second semestre 2021 soit **6 899 000 €**.

A ce stade, la prévision de **2023 à 2026** s'élève à **6 989 000 €** prenant en compte l'évaluation provisoire de la compétence mobilités mais pas l'extension de la compétence jeunesse.

Sur cette période, il n'est pas intégré d'autres évolutions de compétences et par conséquent pas de modification de l'attribution de compensation.

C2) Dotation de Solidarité Communautaire (compte 739212)

Le conseil communautaire d'une communauté de communes à fiscalité professionnelle unique peut, de manière facultative, instituer et verser une DSC à ses Communes membres.

Le conseil de communauté doit alors adopter une délibération à la majorité des deux tiers de ses membres.

Il fixe librement le montant total de DSC reversé.

La DSC doit être répartie en fonction :

« 1° De l'écart de revenu par habitant de la commune par rapport au revenu moyen par habitant de la communauté concernée ;

2° De l'insuffisance du potentiel financier ou du potentiel fiscal par habitant de la commune au regard du potentiel financier ou du potentiel fiscal moyen par de la communauté concernée.

Ces deux critères sont pondérés de la part de la population communale dans la population totale de la communauté.

Ils doivent justifier au moins 35 % de la répartition du montant total de la dotation de solidarité communautaire entre les communes.

Des critères complémentaires peuvent être choisis par le conseil communautaire. »

La DSC répond à une volonté de péréquation et d'équité dans la répartition des ressources et des charges au sein des territoires intercommunaux.

Depuis la fusion au 1^{er} janvier 2016, il avait été décidé que Mayenne Communauté n'allouerait plus de DSC (Dotation de Solidarité Communautaire) à ses Communes membres.

Par contre, il avait été convenu que le FPIC (Fonds de Péréquation Intercommunale et Communale) soit partagé entre Mayenne Communauté et les Communes.

Toutefois, une **DSC exceptionnelle** d'un montant global annuel de 1 006 579 € a été allouée en **2019 et 2020** aux 33 Communes afin de renforcer la cohésion interne à Mayenne Communauté.

Pour ce nouveau mandat, un nouveau pacte financier, fiscal et solidaire va être élaboré avec notamment des dispositions relatives à la solidarité.

Le groupe solidarité s'est réuni plusieurs fois et a fait les propositions suivantes :

- versement de fonds de concours « classiques » et thématiques aux Communes
- Institution d'une **dotation de solidarité communautaire annuelle (DSC) avec une enveloppe qui serait déterminée avec un plancher annuel fixé à 300 000 € et une indexation basée sur le taux d'épargne brute de N-1 avec un seuil d'application à 10%.**

Selon ce mode de calcul, l'enveloppe de la DSC 2021 s'élèvera à 589 800 €.

Pour les années 2022 à 2026, la prospective prévoit chaque année une enveloppe plancher de 300 000 € qui fera l'objet d'une indexation si les conditions sont remplies.

C3) Contribution au FPIC (compte 739223)

	Répartition de droit commun (part MC)										
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Perception du FPIC	327 271	395 233	342 367	340 208	369 444	378 582	388 047	397 748	407 691	417 884	428 331
Contribution au FPIC	0	38 429	50 622	69 275	84 697	87 392	90 014	92 714	95 496	98 360	101 311
Solde du FPIC	327 271	356 804	291 745	270 933	284 747	291 190	298 033	305 034	312 196	319 523	327 020
Evolution du solde		9,02%	-18,23%	-7,13%	5,10%	2,26%	2,35%	2,35%	2,35%	2,35%	2,35%

Depuis 2017, le territoire de Mayenne Communauté est devenu contributeur au FPIC.

Selon la répartition de droit commun, la contribution de Mayenne Communauté s'est élevée en 2017 à 38 429 € et a progressé chaque année pour atteindre 87 392 € en 2021.

Prévision dans la prospective d'une hausse de **3% par an** de la contribution de 2022 à 2026.

C4) Reversements de fiscalité (compte 739113)

Avec l'implantation de 3 nouvelles éoliennes à Hardanges (Mont du Saule) et 5 à Saint Julien du Terroux, des produits supplémentaires d'IFER ont été perçus en 2018 par Mayenne Communauté.

En 2019, l'installation de 5 éoliennes dans le parc de l'Oasis à Hardanges a également généré un produit supplémentaire d'IFER.

Le pacte de solidarité conclu entre MC et ses Communes membres prévoit le reversement de 30% de l'IFER issue de ces éoliennes aux Communes d'implantation.

ESTIMATION IFER A REVERSER AUX COMMUNES (en N+1) (30%)						
Reversement en 2020 de l'IFER perçue en 2019	Reversement en 2021 de l'IFER perçue en 2020	Reversement en 2022 de l'IFER perçue en 2021	Reversement en 2023 de l'IFER perçue en 2022	Reversement en 2024 de l'IFER perçue en 2023	Reversement en 2025 de l'IFER perçue en 2024	Reversement en 2026 de l'IFER perçue en 2025
43 779	44 260	44 703	45 150	45 601	46 057	46 518

Le pacte de solidarité (2017–2020) prévoit aussi l'affectation par MC de 10% de l'IFER des nouvelles éoliennes pour alimenter une enveloppe de fonds de concours destinés aux Communes et qualifiés de « thématiques » dans le nouveau pacte en cours de préparation.

ESTIMATION IFER A AFFECTER ENVELOPPE FONDS DE CONCOURS (en N+1) (10%)						
Affectation en 2020 de l'IFER perçue en 2019	Affectation en 2021 de l'IFER perçue en 2020	Affectation en 2022 de l'IFER perçue en 2021	Affectation en 2023 de l'IFER perçue en 2022	Affectation en 2024 de l'IFER perçue en 2023	Affectation en 2025 de l'IFER perçue en 2024	Affectation en 2026 de l'IFER perçue en 2025
14 593	14 753	14 901	15 050	15 200	15 352	15 506

D) Charges de gestion courante (chapitre 65)

D1) Subventions aux associations (compte 6574)

Réalisé 2019 : 1 288 094 €

Réalisé 2020 : 1 358 664 € auquel s'ajoutait le fonds de soutien aux entreprises dans le cadre de la crise sanitaire de 369 530 €

Estimation 2021 : 1 475 500 €

Evolution de 0 % par an de 2022 à 2026

D2) Contingent SDIS (compte 6553)

Depuis la fusion au 1^{er} janvier 2016, Mayenne Communauté règle le contingent SDIS de l'ex CCHL.

Réalisé 2019 : 156 467 €

Réalisé 2020 : 157 404 €

Estimation 2021 : 157 546 €

Evolution de 1 % par an de 2022 à 2026

D3) Apurement des déficits des budgets annexes de zones d'activité (compte 6521)

Les budgets annexes de zones d'activités retracent leurs mouvements financiers l'année N.

En cas de déficit de fonctionnement, celui-ci est apuré par le budget général en N+1.

Toutefois, certains budgets de zones peuvent présenter des excédents qui sont reversés au budget général en N+1.

L'évolution de ces comptes s'avère erratique puisqu'elle est liée aux écritures des différents budgets de zones d'activités comptabilisées l'année antérieure.

Réalisé 2018 : 230 225 €

Réalisé 2019 : 147 678 €

Réalisé 2020 : 221 093 €

Estimation 2021 correspondant aux déficits 2020 des budgets de ZA : 200 225 €

Pas de prévision de 2022 à 2026

D4) Autres charges de gestion courante

Jusqu'en 2018, ces charges représentaient essentiellement les indemnités et la formation d'élus.

En 2019, s'est ajoutée la contribution au Syndicat du Bassin de l'Aron avec la compétence GEMAPI.

Depuis 2020, la contribution au Syndicat du Bassin de l'Aron est remplacée par celle versée au SYBAMA (Syndicat de Bassin de l'Aron Mayenne et Affluents).

Réalisé 2018 : 257 667 €

Réalisé 2019 : 647 060 € dont admission en non valeur des loyers de la Fonderie

Réalisé 2020 : 382 572 €

Estimation 2021 : 385 000 €

Evolution de 2 % par an de 2022 à 2026.

E) Charges exceptionnelles

Ce chapitre a notamment comptabilisé en 2020 la contribution de Mayenne Communauté au fonds de résilience de la Région à hauteur de 2 € par habitant soit 75 922 € pour soutenir des entreprises dans le cadre de la crise sanitaire.

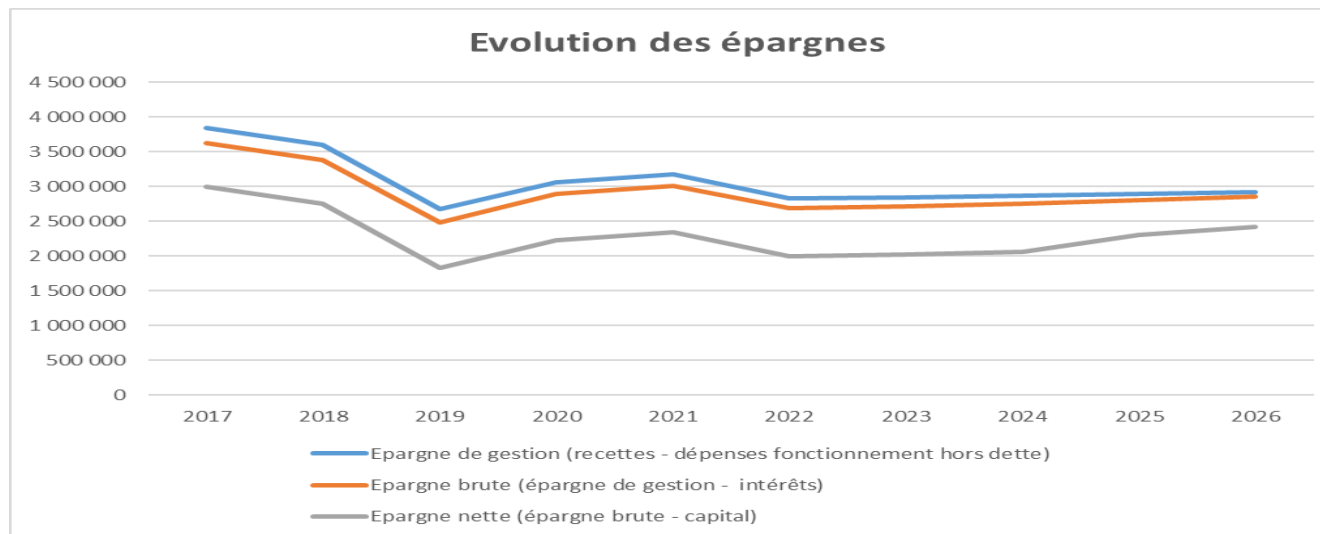
F) Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement

		Réalisé			Estimation du réalisé	Prévisions				
Chapitre	Intitulé	2019	2020	BP 2021 (hors DM)	2021	2022	2023	2024	2025	2026
"011	Charges à caractère général	3 431 052	2 899 114	4 102 764	3 465 000	4 500 000	4 590 000	4 681 800	4 775 436	4 870 945
"012	Charges de personnel	14 602 451	14 848 386	16 060 470	15 600 000	16 000 000	16 320 000	16 646 400	16 979 328	17 318 915
"014	Atténuations de produits	8 281 402	8 319 012	7 632 952	7 933 300	7 348 982	7 442 278	7 445 661	7 449 133	7 452 699
65	Charges de gestion courante	2 239 299	2 489 264	2 639 918	2 396 440	2 027 286	2 036 732	2 046 350	2 056 144	2 066 119
66	Charges financières	194 367	177 542	169 973	159 911	140 382	122 708	106 041	86 729	75 746
67	Charges exceptionnelles	33 944	87 616	104 222	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
	TOTAL Dépenses réelles de fonctionnement	28 782 515	28 820 934	30 710 299	29 564 651	30 026 650	30 521 718	30 936 252	31 356 770	31 794 423
	Evolution annuelle		0,13%		2,58%	1,56%	1,65%	1,36%	1,36%	1,40%

PARTIE IV– LES ENSEIGNEMENTS DE LA PROSPECTIVE 2022- 2026 DE MAYEN**A) Evolution des épargnes (hypothèse de prospective sans la réalisation de nouveaux emprunts)**

		GUP								
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recettes réelles de fonctionnement	22 252 703	30 977 195	31 264 406	31 709 055	32 572 562	32 714 197	33 241 784	33 695 160	34 162 413	34 644 060
Dépenses réelles de fonctionnement (avec chap 66)	18 626 424	27 592 710	28 782 515	28 820 934	29 564 651	30 026 650	30 521 718	30 936 252	31 356 770	31 794 423

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Epargne de gestion (recettes - dépenses fonctionnement hors dette)	3 840 922	3 595 287	2 676 258	3 065 663	3 175 091	2 827 929	2 842 774	2 864 949	2 892 371	2 925 383
Epargne brute (épargne de gestion - intérêts)	3 626 279	3 384 485	2 481 891	2 888 121	3 015 180	2 687 547	2 720 066	2 758 908	2 805 642	2 849 637
Epargne nette (épargne brute - capital)	3 000 381	2 747 313	1 833 112	2 227 350	2 341 810	2 001 498	2 021 454	2 057 296	2 306 827	2 420 056



La tendance des épargnes est la résultante des évolutions des chapitres de recettes et de dépenses de fonctionnement examinées précédemment ainsi que du niveau de remboursement de la dette existante pour déterminer l'épargne nette.

La baisse importante des 3 épargnes en **2019** (- 914 201 € pour l'épargne nette) s'explique par le versement exceptionnel de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) aux 33 communes pour un montant de 1 006 579 €.

Toutefois, cette baisse d'épargnes en 2019 est atténuée grâce aux dépenses de personnel dont le réalisé a été inférieur de 577 530 € par rapport au prévisionnel inscrit au budget primitif en raison des postes non pourvus.

En **2020**, les 3 épargnes ont progressé grâce notamment à la baisse de l'ordre de 15% des charges à caractère général en raison de la crise sanitaire.

En **2021**, une légère amélioration des 3 épargnes est envisagée.

La prospective prévoit une dégradation en **2022** s'expliquant notamment par la hausse importante du chapitre charges à caractère général.

Avec l'hypothèse d'une prospective qui ne prévoit pas de nouveaux emprunts, **à partir de 2023**, on espère assister à :

- une légère amélioration des épargnes de gestion et brute
- et une hausse plus marquée à partir de 2025 de l'épargne nette grâce au désendettement.

Ratio taux d'épargne brute (hypothèse sans nouvel emprunt)

Le ratio du taux d'épargne brute représente la part que MC peut dégager pour financer la section d'investissement afin de rembourser la dette et autofinancer en partie ses projets.

Les experts estiment qu'un ratio supérieur à 12% est satisfaisant.

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
RATIO TAUX D'EPARGNE BRUTE (Epargne brute/Total recettes réelles de fonctionnement)	24,14%	24,92%	14,30%	10,79%	12,51%	12,23%	10,59%	10,54%	10,50%	10,50%	10,47%

Avec la mise en place de la gestion unifiée au 1^{er} janvier 2018, le calcul du ratio d'épargne brute était réalisé depuis l'exercice 2018 en effectuant un retraitement pour enlever les remboursements de la Ville et retrouver les recettes propres à MC.

A partir de ce ROB 2022, la méthode de calcul du ratio d'épargne brute va être modifiée de façon à se rapprocher du calcul des données figurant sur la fiche AEF du Trésor Public qui servira de référence pour l'indexation annuelle de la DSC.

Le ratio du taux d'épargne brute a chuté de 10 points en 2018 à cause de la mise en place de la gestion unifiée du personnel vu que MC a augmenté artificiellement ses recettes de fonctionnement.

En **2019**, ce ratio est ramené à 10.79% du fait de la baisse de l'épargne brute de 902 594 € s'expliquant par le versement exceptionnel de la DSC aux Communes pour plus d'1 million.

En **2020**, ce ratio à 12.51% s'améliore grâce à une épargne brute avantagée par la baisse de 15% du chapitre charges à caractère général en raison de la crise sanitaire.

Ce ratio pour **2021** est estimé à légèrement plus de 12% et devrait de dégrader d'environ 2 points à partir de 2022 en se situant aux alentours de 10.50% jusqu'en 2026 en considérant être a priori sorti de la crise sanitaire et économique.

Données consolidées avec les budgets annexes (en milliers d'euros)		Fougères Agglo	Vitré Co	CC de Sablé-sur-Sarthe	CC du Pays de Meslay-Grez	CC du Mont des Avaloirs	CC du Bocage Mayennais	CC de l'Ernée	CC des Coëvrons	CC du de Craon	Gontier	Aggio	Co
2020	Caf brute	5 994	15 434	1 972	1 956	2 500	1 499	1 910	3 332	5 408	8 040	21 941	3 270
	Produits fonctionnement	23 055	48 123	21 352	8 945	11 517	8 916	11 226	26 330	22 777	28 673	96 109	25 591
	Taux d'épargne brute	26,0%	32,1%	9,2%	21,9%	21,7%	16,8%	17,0%	12,7%	23,7%	28,0%	22,8%	12,8%
2019	Caf brute	5 222	7 202	1 642	1 964	2 358	1 409	3 079	3 674	5 284	6 743	23 391	3 217
	Produits fonctionnement	22 109	37 704	20 719	8 563	10 949	8 655	11 392	22 299	21 534	27 655	92 833	25 544
	Taux d'épargne brute	23,6%	19,1%	7,9%	22,9%	21,5%	16,3%	27,0%	16,5%	24,5%	24,4%	25,2%	12,6%
2018	Caf brute	4 325	6 893	2 033	2 277	2 147	850	2 726	2 370	6 295	6 977	18 857	3 704
	Produits fonctionnement	20 661	39 034	17 868	8 572	10 825	8 511	11 088	22 625	20 809	26 095	81 846	25 709
	Taux d'épargne brute	20,9%	17,7%	11,4%	26,6%	19,8%	10,0%	24,6%	10,5%	30,3%	26,7%	23,0%	14,4%
Moy 3 ans	Caf brute	5 180	9 843	1 882	2 066	2 335	1 253	2 572	3 125	5 662	7 253	21 396	3 397
	Produits fonctionnement	21 942	41 620	19 980	8 693	11 097	8 694	11 235	23 751	21 707	27 474	90 263	25 615
	Taux d'épargne brute	23,5%	22,9%	9,5%	23,8%	21,0%	14,4%	22,9%	13,2%	26,2%	26,4%	23,7%	13,3%

Source : collectivités-locales.gouv.fr

L'analyse comparative de ces données montre l'hétérogénéité des territoires s'expliquant notamment par la politique de solidarité, le niveau de mutualisation, la gestion unifiée du personnel éventuellement comme c'est le cas pour Mayenne Communauté...

B) Endettement de Mayenne Communauté (hypothèse sans nouvel emprunt)

EVOLUTION DE LA DETTE DE MAYENNE COMMUNAUTE											
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
ENDETTEMENT AU 1/01	4 617 767	10 079 352	9 451 782	8 814 610	8 165 831	7 505 060	6 831 690	6 145 641	5 447 029	4 745 417	4 246 602
NOUVEAUX EMPRUNTS	6 016 000	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000
REMBOURSEMENT EN CAPITAL	554 415	625 898	637 172	648 779	660 771	673 370	686 049	698 612	701 612	498 815	429 581
ENDETTEMENT AU 31/12	10 079 352	9 453 454	8 814 610	8 165 831	7 505 060	6 831 690	6 145 641	5 447 029	4 745 417	4 246 602	3 817 021
EPARGNE BRUTE	3 223 801	3 626 279	3 384 485	2 481 891	2 888 121	3 015 180	2 687 547	2 720 066	2 758 908	2 805 642	2 849 637
RATIO DE DESENDETTEMENT (en années)	3,13	2,61	2,60	3,29	2,60	2,27	2,29	2,00	1,72	1,51	1,34

Au 1^{er} janvier 2022, l'encours de dette de Mayenne Communauté s'élève 6 831 690 € après avoir réalisé 6 016 000 € d'emprunts nouveaux en 2016 pour le centre aquatique notamment.

Le ratio de désendettement se situe à 2.60 années en 2020 soit à un niveau très satisfaisant grâce à la diminution de l'encours de dette.

Ainsi, en 2020, il aurait fallu 2 ans et 7 mois à Mayenne Communauté pour rembourser son encours de dette si elle avait affecté l'intégralité de son épargne brute à ce remboursement.

A partir de 2021, ce ratio s'améliore grâce à la baisse de l'encours de dette et avec l'hypothèse d'absence de nouveaux emprunts.

C) Profil d'extinction de la dette de Mayenne Communauté (hypothèse sans nouvel emprunt)

	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Échéance
2021	7 505 132	673 370	159 911	833 281
2022	6 831 762	686 049	140 382	826 430
2023	6 145 714	698 612	122 708	821 320
2024	5 447 101	701 612	106 041	807 654
2025	4 745 489	498 815	86 729	585 543
2026	4 246 674	429 581	75 746	505 327
2027	3 817 094	421 919	65 848	487 767
2028	3 395 174	376 533	57 612	434 145
2029	3 018 641	289 017	51 378	340 395
2030	2 729 624	290 371	47 123	337 494
2031	2 439 254	284 690	42 739	327 430
2032	2 154 563	289 642	38 238	327 880
2033	1 864 921	294 727	33 004	327 730
2034	1 570 194	299 879	27 699	327 578
2035	1 270 315	300 179	22 763	322 941
2036	970 136	150 785	18 741	169 526
2037	819 351	128 250	16 244	144 494
2038	691 101	130 495	14 120	144 615
2039	560 606	132 778	11 240	144 019
2040	427 828	135 102	8 673	143 775

D) La capacité à investir et orientations (2022-2026) de l'investissement

Le budget 2022 étant voté le 16 décembre 2021, celui-ci sera donc élaboré sans la reprise de l'excédent de fonctionnement 2021 et sans le résultat de la section d'investissement 2021 et sans les restes à réaliser en dépenses et recettes de cette section. Le ROB 2022 est donc présenté dans les mêmes conditions et par conséquent, la capacité à investir présentée s'avère provisoire et bien inférieure à ce qu'elle sera réellement avec la reprise des résultats de 2021.

INVESTISSEMENT	2022 à 2026
Nouveaux investissements (travaux, acquisitions, subventions d'équipement, fonds de concours)	16 807 132
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	16 807 132
Excédent d'investissement 2021 reporté en 2022 (sera repris en DM en 2022)	
Subventions	4 000 000
FCTVA (16,404%)	2 000 000
Emprunts	
Epargne nette	10 807 132
Autofinancement pris sur excédent de fonctionnement 2021 (sera repris en DM en 2022)	
Emprunt	
RECETTES D'INVESTISSEMENT	16 807 132

Sans réaliser de nouvel emprunt, ce tableau montre que la **capacité à investir provisoire** de Mayenne Communauté pourrait être de l'ordre de **17 millions pour les 5 années à venir** grâce à la prévision sur cette période des **épargnes nettes de près de 11 millions**. En janvier prochain, lorsque les résultats 2021 seront connus, la capacité à investir réelle pourra être déterminée.

Dans l'hypothèse où l'excédent de fonctionnement 2021 à reporter en 2022 serait du même ordre que celui reporté en 2021 (environ 13 500 000 €), la capacité à investir de 2022 à 2026 serait estimée à plus de 33 000 000 € sans nouvel emprunt.

A noter qu'un fonds de roulement de l'ordre de 2 300 000 € devra être conservé, il correspond à 3.5 mois de charges de personnel propres à MC.

Actuellement, le projet de Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) fait apparaître un niveau d'investissement budget principal.

Ce PPI serait financé par des subventions, du FCTVA, de l'autofinancement et un besoin d'emprunt estimé à 15 millions.

Cette capacité à investir (2022 -2026) d'environ 33 millions pourra être utilisée notamment pour les projets ou actions suivantes :

Culture/Jeunesse	Pôle Culturel de Lassay
Culture/Jeunesse	Equipement jeunesse/ boîte noire à Mayenne
Jeunesse	Rénovation gare de Mayenne - Espace accueil des jeunes
Administration générale	Réhabilitation Hôtel de ville et de communauté
Administration générale	Construction d'une gendarmerie
Economie	Participation budgets annexes zone d'activités dont ZA Chevreuils à Aron
Economie	Maison des alternants
Tourisme	Camping - 2è tranche
Politique du logement et du cadre de vie	Actions logement
Bâti	Rénovation du Patrimoine
Bâti	Travaux transition énergétique
Solidarité à l'égard des Communes	Fonds de concours aux communes

E) Synthèse du ROB

- **Un contexte de sortie de crise et de relance d'où des à-coups sur les recettes fiscales et des freins sur la dynamique de la relance avec les difficultés de recrutement, les tensions sur certains approvisionnements et l'évolution des prix dont notamment sur l'énergie**
- **Une situation financière de Mayenne Communauté à la hauteur pour mener une politique de solidarité affirmée et réaliser sur le mandat le niveau d'investissement envisagé**
- **Une confirmation de la nécessité de toujours anticiper plus encore vis-à-vis des enjeux (financements liés à la transition écologique, dispositifs internes et schémas à réadapter dont notamment les mutualisations, projet de territoire à engager...)**

PARTIE V – Les budgets annexes

Mayenne Communauté dispose d'un budget principal et de 15 budgets annexes dont 11 de zones d'activités.

A/ Le budget annexe des déchets ménagers

Comme pour le budget principal, ce budget 2022 adopté en décembre n-1 sera voté sans reprise des résultats antérieurs.

La section de fonctionnement 2022 :

Pour la deuxième année, le budget 2022 est impacté par deux mesures de la loi de finances 2019 avec en premier lieu l'augmentation progressive sur 5 ans de la TGAP (Taxe Générale sur les Activités Polluantes) et en second la réduction de 10% à 5,5% du taux de TVA applicable aux prestations liées à la réduction et au recyclage des déchets ménagers depuis le 1^{er} janvier 2021.

La première mesure vient augmenter nos dépenses, la seconde a pour effet d'atténuer cette augmentation.

Cependant d'autres incidences vont venir en 2022 dégrader nos dépenses (Taxe commune de Pontmain, augmentation du coût du tri des recyclables) et nous inciter à agir rapidement sur les recettes dans le but de préserver notre résultat.

Les dépenses réelles 2022 s'élèvent à **3 615 000 €**.

Deux dépenses prédominent : les dépenses de traitement des déchets et les dépenses de personnel.

Avec un crédit ouvert pour 2022 de 1 886 600 €, les dépenses de traitement des déchets pèsent pour 78% des dépenses du chapitre des charges à caractère général.

Comme en 2021, elles subissent une augmentation de la TGAP sur le traitement des encombrants et des OMR. Incidence que l'on retrouve tous les ans jusqu'en 2025.

Hausse progressive de la TGAP de 2021 à 2025

	Estimation tonnage annuel	Tarif TGAP actuel en 2020	2021	2022	2023	2024	2025 et après
Enfouissement des encombrants	2 000 T	18 € HT + TVA à 10% soit 19,80 € TTC	33,00	44,00	56,10	63,80	71,50
OMR incinérées & valorisées énergétiquement à Pontmain	4 700 T	3 € HT + TVA à 10% soit 3,30 € TTC	8,80	12,10	13,20	15,40	16,50

A l'impact TGAP s'ajoute en 2022 une dépense nouvelle avec l'instauration par la commune de Pontmain d'une taxe d'1,50 €/tonne de déchets incinérés. Même si en parallèle nous nous attendons à une baisse de notre volume d'OMR avec la mise en place depuis le 1^{er} octobre dernier des nouvelles consignes de tri, la hausse de la TGAP cumulée à la dépense nouvelle de la taxe due à la commune de Pontmain dépasseront nos efforts de diminution des volumes d'OMR à traiter.

Notre situation budgétaire est également dégradée par la hausse du coût du tri des emballages recyclables qui est passé de 132 €/tonne à 153 €/tonne au 1^{er} octobre 2021 et qui vient sur une année pleine en 2022 accroître nos dépenses d'autant plus avec l'augmentation des volumes à traiter en lien avec les nouvelles consignes de tri.

La prospective montre un effet ciseau au sein de notre section d'exploitation avec l'évolution à la baisse de nos recettes (diminution des prix de rachats des matériaux) et à la hausse de nos dépenses (hausse de la TGAP, taxe Pontmain, carburant, collecte et tri des emballages...) Les enseignements de cette prospective nous incitent à agir sur plusieurs pistes de travail présentées au groupe de travail Déchets et au bureau Communautaire prochainement.

Les élus devront étudier la pertinence des pistes suivantes :

- sur les dépenses (du fait de la hausse de la TGAP+ augmentation du coût des dépenses de traitement), objectif de limiter les coûts d'exploitation en mettant en place de nouvelles filières de déchets en déchetterie (menuiseries/plastiques). Pour ce faire, éventuelle acquisition d'un broyeur multi flux (encombrants, déchets verts, cartons et bois) qui serait installé à proximité de la déchetterie de Parigné. Cette dépense est reconduite à la section d'investissement 2022. Nos projections fixent l'économie attendue à 132 000 € en frais de personnel et de transport notamment. A noter également l'impact de la fermeture de l'usine de Guelaintain qui viendra accroître nos coûts de transport.

- par le biais du schéma directeur de collecte qui programme fin 2024 l'arrêt de la collecte en porte à porte sur toutes les communes en passant l'intégralité du territoire en apport volontaire (les 17 communes restantes).
Ce mode de collecte uniforme aurait un double effet sur les charges de personnel et sur les frais de carburant.

La préservation de notre résultat nous conduit à agir également sur les recettes mises à mal avec la diminution du coût de rachat des matériaux. Il est ainsi envisagé une refonte de la grille tarifaire avec une action dès 2022 sur le tarif du prix au litre de la redevance. A noter également le projet de recours à un cabinet extérieur pour travailler d'une part sur l'incitativité de la grille tarifaire et sur la mise en place d'un tarif plus juste pour les professionnels avec en perspective l'instauration d'une redevance spécifique.

La section d'investissement 2022 comportera le remboursement du capital de l'emprunt pour 3 100 € et un programme minimaliste de dépenses d'équipement consistant en l'acquisition de colonnes de tri et d'OMR.

En recettes, seront inscrits l'autofinancement par les amortissements (opérations d'ordre) et le FCTVA lié aux dépenses d'investissement envisagées.

La première décision modificative proposée courant février viendra avec la reprise du résultat antérieur décliné le PPI lequel comportera entre autres, la mise aux normes de la déchetterie de Martigné, l'AMO de la nouvelle déchetterie d'Aron et l'acquisition d'un broyeur.

B/ Le budget annexe prestations de services

Le budget 2022 sera dans la continuité du budget précédent, sans changement notable dans la mesure où les 13 communes adhérentes n'ont pas sollicité de changement dans les prestations à réaliser pour leur compte.

Les recettes liées aux contributions des 13 communes et à celle du budget général de Mayenne Communauté dans le cadre de l'entretien des chemins de randonnées seront inscrites pour le même montant soit 491 100 €.

En matière de dépenses, les charges de personnel seront inscrites en fonction du seul GVT et les fournitures de voirie, premier poste de dépense après les charges de personnel, seront inscrites à 55 000 € en baisse de 5 000 € par rapport au montant budgété en 2021.

La section d'investissement supportera la dépense de remboursement en capital de la dette pour 10 000 € et des dépenses d'équipement en matériel pour 30 000 € (plaque vibrante, brouette gravillonneuse).

La vision pluriannuelle de ce budget demeurera stable d'ici la fin du mandat dans la mesure où les conventions avec les communes adhérentes sont signées jusqu'en 2026.

C/ Le budget annexe LEADER

Ce budget LEADER 2022 supportera les dépenses liées à des actions du programme européen LEADER par le biais des 3 actions choisies à savoir : France Mobilité, Réemploi et Projet Alimentaire Territorial.

Les dépenses comprennent les charges d'animation des 3 actions citées, les postes de travail (2.8 ETP) et les charges fixes de la structure.

Les 3 communautés de Communes contractantes (CC d'Ernée, CC du Mont des Avaloirs et CC du Bocage Mayennais) ainsi que la Région (sur l'action réemploi) et l'Adème (sur les actions France Mobilité et Programme alimentaire) viennent compléter le financement du budget LEADER lequel est attendu en 2022 pour un total de 98 000 €.

D/ Le budget annexe SPANC

La faiblesse des résultats bruts d'exploitation des exercices antérieurs nous a incités à agir notamment sur le niveau de nos recettes en pratiquant des hausses tarifaires successives.

La préparation budgétaire 2022 intègre la création d'un poste de contrôleur pour accroître l'activité du service (à un total de 2,8 ETP) avec un double objectif, d'une part, passer de 580 à 900 contrôles annuels et d'autre part, compenser la fin, au 31 décembre 2021, de la convention liée à la mise à disposition du personnel avec le SIAEPEC de la Fontaine Rouillée.

L'équilibre du budget est atteint par l'effet sur les recettes en réalisant davantage de contrôles périodiques et avec la revalorisation des tarifs au 1^{er} janvier 2022 par l'augmentation des tarifs de contrôle de réalisation et de diagnostic de 10 € chacun et par l'augmentation du tarif de contrôle pour vente de 100 €.

L'objectif affiché est de dimensionner notre service du SPANC en ajustant les moyens humains à la taille du service avec 3 agents pour un parc de 5 200 installations.

E/ Les budgets annexes des zones d'activités

Mayenne Communauté gère 11 budgets annexes de zones d'activités telles qu'elle les a définies dans sa délibération du 18 mai 2017 à savoir :

« une zone d'activités est obligatoirement créée pour accueillir une activité à vocation économique, elle est d'initiative communautaire et conforme au SCOT et PLUI dans un périmètre bien défini. Elle regroupe habituellement plusieurs établissements/entreprises et permet au moins l'implantation d'une entreprise. Elle traduit une volonté politique actuelle et future d'un développement économique coordonné et sa voirie notamment fait l'objet d'un règlement communautaire ».

A ce jour trois de nos zones d'activités ne disposent plus de surface à vendre : les zones du Horps, du Berry et de la Lande.

Ces deux derniers budgets supporteront en 2022 des dépenses de voirie dites de seconde phase clôturant l'aménagement de ces zones et donc in fine des budgets annexes.

Nous recensons dans cinq autres zones des promesses d'acquisition de surfaces qui entraîneront des dépenses de branchements. Il s'agit des zones des Haras (3 ventes), de Coulonges (1 vente), de Poirsac III (4 ventes), de l'Orgerie (1 vente) et de Lassay (1 vente).

Les demandes d'implantation nous incitent fortement à accroître nos surfaces économiques vers la création de nouveaux parcs d'activités. Une réflexion est actuellement en cours sur plusieurs communes.

Les zones de la Chapelle au Riboul et de Montrieux ne devraient pas enregistrer de changement budgétaire particulier (statut quo par rapport au budget 2021).

La nouvelle zone dite des Chevreuils enregistrera la dépense liée aux travaux d'aménagement entamés en 2021 pour un total budgété de 3 269 000 € avec des financements externes du Département (731 262 €), de la Région (1 148 763 €) et du TEM (319 000 €).

L'équilibre de la section sera atteint par une subvention d'équilibre du budget général envisagée à hauteur de 1 070 975 €.